

Unité bidépartementale Eure-Orne  
12 rue de Melleville  
27 930 Angerville-la-Campagne

Angerville-la-Campagne, le  
30/06/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **STEINER**

9, route de Rouen  
BP 1161  
27950 ST MARCEL

Références :

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/06/2022 dans l'établissement STEINER implanté 9, route de Rouen BP 1161 27950 ST MARCEL. L'inspection a été annoncée le 02/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STEINER
- 9, route de Rouen BP 1161 27950 ST MARCEL
- Code AIOT dans GUN : 0005800821
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

L'établissement de Saint-Marcel est spécialisé dans la synthèse de colorants organiques destinés aux industries pétrolières (45%), papetières (45%), textiles...

Le site est organisé selon 2 principales activités :

- activité de synthèse (colorants azoïques et anthraquinoïques) ;
- activité de formulation.

Les installations du site STEINER de Saint-Marcel sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral n°D1-B1-10-751 du 22 décembre 2010 modifié autorisant l'exploitation de l'établissement. Le site est classé SEVESO Seuil Haut compte-tenu des quantités de produits dangereux pour l'environnement de catégorie 1 fabriqués et stockés sur le site (rubrique 4510).

Il est également identifié comme prioritaire IED (rubrique principale 3410-j – Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, colorants

et pigments).

Le BREF principal associé aux activités du site est la BREF OFC « Produits de chimie organique fine ».

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- instruction gouvernementale a été signée le 12 août 2014 par les ministères en charge de l'intérieur et de l'écologie.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Transmission liste des substances	AP Complémentaire du 14/04/2021, article 17	/	Sans objet
POI - Substances recherchées	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 (pp)	/	Sans objet
POI – équipements à mobiliser	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 (pp)	/	Sans objet
POI – personnels et organismes	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 (pp)	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est rendue sur le site STEINER de Saint-Marcel (27) le 2 juin 2022 pour une inspection portant sur les obligations amenées suite à l'instruction gouvernementale a été signée le 12 août 2014 par les ministères en charge de l'intérieur et de l'écologie. Il ressort que l'exploitant a bien avancé sur le sujet. Reste à finaliser les démarches engagées.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Transmission liste des substances

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/04/2021, article 17
<b>Thème(s) :</b> Autre, Instruction du 12 août 2014
<b>Prescription contrôlée :</b> Sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, la société STEINER se positionne quant à l'instruction du 12 août 2012 et l'avis du 07 novembre 2017 en : - transmettant à l'inspection la liste des substances concernées par l'instruction gouvernementale du 12 août 2014 et de l'avis du 07 novembre 2017 concernant la gestion des situations incidentelles ou accidentelles impliquant des installations classées pour la protection de l'environnement (dont substances issus de la décomposition des autres substances présentes sur le site) ; - ou justifiant que ses activités ne relèvent pas de cette instruction gouvernementale
<b>Constats :</b> Par mail du 27 octobre 2021, l'exploitant déclare posséder 6 substances concernées par l'instruction gouvernementale du 12 août 2014 et de l'avis du 07 novembre 2017. Ces substances sont listées précisément. Elles sont principalement liées aux solvants utilisés sur le site. La prescription de l'article 17 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 avril 2021 est respectée.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : POI - Substances recherchées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 (pp)
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contenu du POI - prélèvements environnementaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis
<b>Constats :</b> L'inspection a consulté la dernière version du POI (version en cours de modification). Il y est indiqué, dans la partie « 6. Moyens » du document, que « le site stocke et emploie les substances odorantes ». Ces substances « odorantes » y sont identifiées. A noter qu'aucune substance « toxique » n'a été identifiée par l'exploitant. Deux des substances identifiées font partie de la liste des substances « très odorantes » susceptibles d'être présentes en marche normale sur le site en quantité supérieure à 200 kg. Les 4 autres font partie de la de la liste des substances « odorantes » susceptibles d'être présentes en marche normale sur le site en quantité supérieure à 1 000 kg.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit transmettre à l'inspection la version approuvée de son POI qui prend en compte les dernières évolutions réglementaires relatives aux prélèvements dans l'environnement en situation accidentelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : POI – équipements à mobiliser**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 (pp)
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contenu du POI - prélèvements environnementaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan d'opération interne précise : [...] - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux
<b>Constats :</b> L'inspection a consulté la dernière version du POI (version en cours de modification). Il y est indiqué, dans la partie « 6. Moyens » du document, qu'«en cas d'émission potentielle ou avérée de celles-ci*, il est essentiel de pouvoir mesurer les concentrations émises afin de s'assurer que les seuils des effets olfactifs ou irréversibles ne sont pas atteints et qu'il n'y a donc pas de danger pour la population ou l'environnement avoisinants ». * ie : substances odorantes. La société STEINER dispose de deux types de moyens permettant de faire des prélèvements dans l'air et associés à des mesures. Il s'agit de : <ul style="list-style-type: none"><li>• canisters ;</li><li>• tubes colorimétriques (soit de marque GASTEC, soit de marque DRAGER, ceci en fonction des substances recherchées).</li></ul> La société STEINER a à sa disposition des pompes de prélèvement GASTEC et DRAGER qu'ils utilisent en fonction du tube colorimétrique utilisé (GASTEC ou DRAGER) et donc de la substance recherchée. Dans l'organisation mise en place, il est prévu que les tubes et leurs pompes de prélèvement soient mis à disposition dans le local « pompier». Cf. planche photo (annexe 1). A noter que 2 canisters sont mis à disposition de la société STEINER 24/24h et 7/7j à l'accueil de la société SYNGENTA : Cette mise à disposition est contractualisée au travers d'une convention avec ATMO Normandie et les sociétés NUFARM et SYNGENTA. La fiche réflexe n°16 précise au « groupe évacuation » comment récupérer le canister mis à disposition chez SYNGENTA, ceci en échange d'une feuille de réquisition. En cas d'évènement, l'ordre d'aller récupérer les canisters (à l'accueil du site SYNGENTA) est données par la cellule de crise. Un tableau présent au § 6.4. « Les moyens de prélèvements et de mesure » précise par substance concernée quel tube colorimétrique utiliser et si le canister est efficace (analysable). Ce tableau est repris dans la fiche réflexe n°15 « prélèvements d'air et mesures » à destination des ESI (équipiers de seconde intervention). Pour rappel, les ESI sont des personnels formés sur les scénarios du plan d'opération interne ou sur des situations issues du retour d'expérience.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none"><li>- transmettre à l'inspection la version approuvée de son POI qui prend en compte les dernières évolutions réglementaires relatives aux prélèvements dans l'environnement en situation accidentelle ;</li><li>- finaliser l'aménagement du local pompier afin de faciliter le travail des ESI (équipiers de seconde intervention) lors de la préparation (avant intervention) du matériel de prélèvement (tubes colorimétriques et pompes de prélèvement).</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : POI – personnels et organismes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 (pp)
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contenu du POI - prélèvements environnementaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan d'opération interne précise : [...] - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées
<b>Constats :</b> L'inspection a consulté le § « 6.4 Moyens de prélèvements et de mesure » du POI (plan d'opération interne) en cours de modification. Il précise en fonction des substances à rechercher quels sont les matériels permettant de faire des prélèvements des substances odorantes : canisters et tubes colorimétriques. Il y est également précisé (cas d'un évènement avec émissions potentielles (ou avérées) de substances odorantes ou toxiques supérieur à 24h) la possibilité de recours à un organisme indépendant pour la réalisation de prélèvements et de mesures : 3 laboratoires ont été retenus Il s'agit d'ATMO Normandie, Socotec et Ineris. L'inspection relève que 2 canisters sont mutualisés entre les sociétés STEINER, SYNGENTA et NUFARM. Ces canisters sont mis à disposition 24/24h et 7/7j à l'accueil de la société SYNGENTA. Cette mise à disposition est contractualisée au travers d'une convention avec ATMO Normandie et les sociétés NUFARM et SYNGENTA. La fiche réflexe n°16 du POI précise au « groupe évacuation » comment récupérer le canister mis à disposition chez SYNGENTA, ceci en échange d'une feuille de réquisition. En cas d'évènement, l'ordre d'aller récupérer les canisters (à l'accueil du site SYNGENTA) est données par la cellule de crise. La fiche réflexe n°15 « prélèvements d'air et mesures » du POI précise également qui à en charge la détermination du lieu de prélèvement (DOI* en phase POI et préfet en phase PPI**). * DOI : Directeur des opérations internes (établissement) ** PPI : Plan particulier d'intervention. Concernant les tubes calorimétriques, la cellule de crise précise aux ESI (équipiers de seconde intervention) les substances à rechercher et analyse ensuite les résultats. Concernant les canisters, ces derniers sont transmis à ATMO Normandie pour analyse. Ce sont les ESI qui ont pour mission de réaliser les prélèvements environnementaux (canisters et tubes calorimétriques) après s'être équipés en ARI (appareil respiratoire isolant). L'inspection relève que les ESI, en charge des prélèvements environnementaux, ont été formés à l'utilisation des Canisters le 08 avril 2022 par la société ATMO Normandie. L'exploitant a indiqué à l'inspection que concernant l'utilisation des tubes calorimétriques, la formation est prévue courant juin 2022.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit : - transmettre à l'inspection la version approuvée de son POI qui prend en compte les dernières évolutions réglementaires relatives aux prélèvements dans l'environnement en situation accidentelle ; - finaliser la formation des ESI (équipiers de seconde intervention) à l'utilisation des tubes colorimétriques. Par ailleurs, suite à l'instruction gouvernementale du 12 août 2014 (relative à la gestion des situations incidentelles ou accidentelles impliquant des installations classées pour la protection de l'environnement), l'inspection propose de prescrire les dispositions à mettre en œuvre relatives à la gestion des situations incidentelles ou accidentelles (Cf. annexe 2 : projet de prescriptions).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet